

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, M. Lionel Jospin, Premier ministre et M. Romano Prodi, Président de la Commission européenne, sur la l'élargissement de l'Union européenne et la construction européenne, Acropolis, Nice, 7 décembre 2000.

LE PRESIDENT - Bonjour Mesdames, Bonjour Messieurs,

Avant de commencer, un point rapide qui concerne la Conférence européenne car nous serons très attentifs, aussi bien la Présidence que la Commission, à faire des points de presse réguliers, au moins deux fois par jour, soit nous-mêmes, soit les ministres compétents, de façon à ce que la presse puisse être informée de tout au fur et à mesure où les discussions se déroulent. Donc, à chaque point de presse, nous ferons le point de ce qui vient de se passer et non pas de ce qui est susceptible de se passer plus tard.

Ce matin, c'était la Conférence européenne que la France était heureuse d'accueillir et cet après-midi, c'est l'ouverture du sommet.

Avant de dire un mot sur la Conférence européenne, et au moment où s'ouvre le sommet qui fait de Nice, pour trois jours, la capitale de l'Europe, je voudrais tout d'abord, en mon nom propre, en tant que Présidence, et au nom des autorités françaises et du Gouvernement, remercier l'ensemble des Niçoises et des Niçois et aussi condamner les actes de violence qui ont eu lieu. Qui ont été heureusement maîtrisés, mais qui ont eu lieu.

En effet, des débordements graves se sont produits. Des représentants des forces de l'ordre ont été agressés et blessés. Des vitrines ont été brisées. Des biens ont été endommagés. On a même vu des individus isolés essayer d'empêcher l'accès des pompiers à un sinistre.

Je condamne et nous condamnons solennellement ces actes. Ils sont radicalement contraires aux traditions démocratiques de tous nos pays. Ils sont contraires aux principes que nous allons proclamer aujourd'hui avec force en adoptant la Charte des droits de l'Union.

De tels comportements desservent la démocratie. Ils sont indignes de la personne humaine. Ils desservent aussi les thèses de ceux qui, en petit nombre, c'est vrai, préfèrent recourir à la violence plutôt que d'utiliser, dans le respect des autres, leur liberté d'expression et de manifestation.

Ces trois jours voient pourtant se déployer le sens de l'accueil des Niçois, leur capacité d'organisation et aussi, je dois leur dire, leur patience et leur gentillesse face aux nombreuses contraintes que leur impose ce sommet, avec la venue à Nice de délégations arrivées de toute l'Europe, auxquelles s'ajoutent de très nombreux journalistes et aussi la présence de tous ceux qui sont venus apporter, pacifiquement, leur voix dans le débat européen, comme nous l'avons vu hier après-midi.

Eh bien, avant ces trois jours, il faut se souvenir qu'il y a eu des mois de préparation, le travail et l'engagement direct ou indirect de milliers de Niçoises et de Niçois pour faire du déroulement matériel de ce Sommet un succès complet. Ils en auront été, derrière les projecteurs, les acteurs discrets et efficaces.

Et nous voudrions tous les saluer et les remercier et leur dire notre reconnaissance.

Ce matin donc, nous avons la Conférence européenne. C'était la deuxième après celle de Londres, il y a deux ans. Cette réunion de la grande Europe a lieu à un moment déterminant puisque le Conseil européen va devoir parvenir à un accord sur la réforme de ses institutions. Un accord qui est justifié, essentiellement, pas seulement, mais essentiellement par les exigences de l'élargissement. Telle qu'elle existe aujourd'hui, l'Europe ne peut pas fonctionner efficacement avec un nombre croissant de participants.

Cette discussion a été très positive. Chacun s'est exprimé, les Quinze comme les Treize, plus la Suisse. Je retiens de ces discussions les conclusions suivantes. Tout le monde souhaite parvenir à un accord à Nice pour ne pas retarder l'élargissement. C'est la confirmation par l'Union de sa disponibilité à accueillir les premiers Etats, dès qu'ils seront techniquement prêts, à partir du 1er janvier 2003. C'est un consensus pour souligner que les négociations d'adhésion ont pris un nouvel élan, au cours des ces derniers mois, et pour intensifier encore davantage les discussions à l'avenir dans le respect du principe de différenciation.

Je tiens à rendre hommage à tous nos diplomates, et notamment à la Présidence française du Conseil des Affaires générales, qui a fait sensiblement progresser, tout le monde l'a souligné, les travaux préalables à l'élargissement.

C'est l'intérêt manifesté par tous les participants pour continuer à discuter de façon régulière les questions institutionnelles et plus généralement les grandes questions qui touchent à l'avenir de l'Union.

C'est un consensus pour considérer que les réflexions et les travaux en matière institutionnelle devront à l'avenir concerner tous les candidats.

C'est, enfin, une ouverture pour que les pays qui, derrière les candidats, commencent à s'engager sur la voie les conduisant vers l'Europe, que ces pays soient, on pense notamment aux Balkans, associés aux réflexions de l'Europe de demain.

Autrement dit, c'est un pas supplémentaire. Vous savez, je le disais en conclusion, ce matin : à l'origine, il y a eu l'accord fondamental, après tant de temps consacré à la division et aux guerres, il y a eu l'accord fondamental entre la France et l'Allemagne. La réconciliation qui a conduit à l'Europe des Six, dont l'ambition était de sceller cette réconciliation. Puis, celle-ci s'est élargie tout naturellement, cette Europe des Six, avec toutes les difficultés que cela comportait mais avec la détermination de le faire et finalement dans un temps relativement rapide. Et puis, il y a eu la tombée du mur de Berlin avec l'effacement de cette fracture inacceptable qui avait coupé l'Europe en deux et la poursuite de l'élargissement qui continue.

Au fond, tout cela, c'est la réalisation d'un rêve. De ce rêve qui est né dès l'époque de la résistance dans l'esprit d'un certain nombre de Français, ailleurs aussi, et qui s'est développé à partir du lendemain de la Libération, c'est-à-dire d'une Europe qui soit à la fois pacifique et démocratique. Et étant pacifique et démocratique, l'essentiel était fait pour qu'elle soit prospère, plus juste et plus humaine.

Voilà le chemin que nous continuons à parcourir. Ce n'est jamais facile de faire un effort vers la raison. Mais j'avais le sentiment ce matin que tous les orateurs, qu'il s'agisse des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union ou de ceux des candidats ou du représentant de la Suisse, présent vous le savez, exprimaient, autant par l'esprit que par le coeur, une vraie détermination à participer à cette grande ambition, c'est-à-dire la réunion de la famille européenne.

Voilà, M. Romano PRODI, avant que le Premier ministre ne prenne la parole.

M. ROMANO PRODI - Je n'ai pas grand chose à ajouter après ce qui vient d'être dit par M. le Président de la République. Je fais chorus avec lui lorsqu'il s'agit de condamner les actes violents qui furent perpétrés. C'est intolérable.

Et pour ce qui est maintenant des discussions de ce matin, cette conférence européenne, disons le, cette réunion fut historique, avec nos collègues autant qu'avec les futurs partenaires. Ce fut une satisfaction commune, ceci dans la perspective de l'évolution des négociations et nous avons tous formulé des souhaits pour que les choses puissent se conclure au plus vite. Et, ce matin, il a été dit qu'il importait d'avancer de manière la plus transparente, la plus claire, la plus manifeste pour aller vers la conclusion de ce grand processus que sera la réunification de l'Europe.

Réunion historique de la réforme de nos institutions, nous en avons peut-être utilisé à mauvais escient mais en

réunion historique, je le répète, je ne pense pas que ce mot soit utilisé à mauvais escient mais on y a également entendu un rappel de nos responsabilités, également, des responsabilités de ceux qui vont bientôt traiter de toutes les réformes qui seront nécessaires et qui permettront d'aller vers la réunification de l'Europe. Nous avons donc une obligation, une obligation à caractère politique mais aussi une obligation à caractère moral, qui nous engage à faire de Nice un succès. Et je crois que nous sommes responsables, pas seulement devant nos pays mais également devant nos peuples. Dans quelques heures, nous allons entamer cette deuxième tranche de notre rencontre de Nice et je crois que la deuxième partie doit être vue à l'aune de la première. En effet, dans la première partie, nous avons invité nos amis des pays candidats, nous les avons invités à traiter avec nous de l'évolution de la situation des négociations, également des perspectives futures. Dans la deuxième partie, nous devons prendre les mesures adaptées à préparer notre maison à être agrandie, et d'ailleurs à devenir la seule grande maison européenne.

LE PREMIER MINISTRE - Monsieur le Président de la République, Monsieur le Président de la Commission, je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit par le Président de la République sur la Conférence européenne. La réforme des institutions de l'Union dans la Conférence intergouvernementale est faite pour partie pour être capable de faire l'élargissement dans de bonnes conditions. Il était donc assez logique que des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne viennent dans cette conférence, qui a été voulue historiquement par la France, de participer à une discussion sur la réforme des institutions européennes, même si nous avons aussi parlé avec le Président et le Premier ministre présent de l'avenir de l'Union européenne.

Je crois, pour prolonger les remarques du Président de la République sur ce qui a entouré ce Sommet en ces deux premiers jours, que nous avons assisté à deux types de démonstrations très profondément différentes. Hier, 60.000 syndicalistes pacifiquement, démocratiquement, en même temps avec la vigueur de leurs convictions, sont venus nous dire qu'ils souhaitaient que l'Europe soit plus attentive et plus volontariste dans le domaine social. Et je crois que nous trouvons tous que cette interpellation pacifique est légitime. Et j'espère, mais je ne veux pas anticiper sur la suite de nos travaux, que l'on verra que la Présidence française a servi notamment à faire des pas en avant à l'Europe sociale. Et puis, depuis ce matin, des petits groupes, dont tous ne sont pas violents, et donc je m'efforce de les séparer, je ne veux pas amalgamer l'expression forte de convictions et des modes d'action qui eux sont scandaleux et doivent être condamnés donc des petits groupes violents sont venus pour s'efforcer d'interrompre le sommet, paraît-il, ce qui était à l'évidence, en tout cas en Europe et en France, au-dessus de leurs forces. Et donc nous avons veillé, avec le ministre de l'Intérieur, notamment, et les forces de l'ordre, sous l'autorité du Préfet, à ce que ces démonstrations soient aussi limitées que possible.

Alors cette violence et ces formes d'expression, comme l'a dit très bien le Président de la République, défigurent les causes que l'on prétend défendre. Et nous sommes certainement pour que la mondialisation soit harmonieuse, démocratique, plus égale, civilisée, régulée, c'est bien ce que la France défend dans les instances internationales mais l'idée que donnent d'eux-mêmes et du monde qu'ils voudraient construire, ces petits groupes violents, je pense que cette idée-là n'a pas été trouvée très attractive par tous ceux qui ont assisté à ces scènes. C'est dans ce sens que je voulais dire que deux démonstrations différentes avaient été faites de la façon de s'exprimer en démocratie.

LE PRESIDENT - Y-a t-il des questions ? Madame.

QUESTION - Est-ce que vous avez discuté avec le Président roumain de la situation politique de la Roumanie, en ce moment, quand les extrémistes s'appêtent à prendre le pouvoir. Etes-vous concernés par cette situation ? Et qu'est-ce que va faire l'Union européenne si les extrémistes occupent le poste de Président de la République roumain ?

LE PRESIDENT - Premièrement, nous n'avons pas à faire d'ingérence dans les affaires intérieures de la Roumanie. Deuxièmement, votre hypothèse pour ce qui concerne le résultat des élections me paraît, heureusement, être une hypothèse d'école et avoir peu de chance de se réaliser. Et, troisièmement, nous serons attentifs, naturellement, à la situation en Roumanie en tant que pays candidat comme nous sommes très attentifs. nous l'avons vu encore récemment pour un pays

d'autres manifestaient sur le contenu même de la Charte, ce qui n'est pas forcément exactement conciliable et ce qui laisse à penser que les gouvernements légitimes, démocratiques, élus pour les peuples ont, eux, à faire des choix entre des expressions souvent contradictoires.

Nous sommes heureux que nous soyons parvenus, à partir d'une idée de nos partenaires allemands à l'origine à Cologne, grâce au travail aussi accompli sous la présidence portugaise, grâce surtout à l'originalité de la méthode qui a été choisie, celle de la convention réunissant des représentants des gouvernements, des représentants du Parlement européen, des représentants Parlements nationaux, nous sommes heureux que nous soyons arrivés à adopter, et je pense, tout à l'heure, à proclamer, à signer, un texte fondamental qui est clair, limpide dans sa rédaction, et qui donc pourra parler à nos peuples.

Il y a eu un débat entre les pays membres sur la nature juridique de ce texte, sur son caractère contraignant, sur son inscription ou non dans les traités, vous connaissez la position de la France, qui était relativement allante à cet égard, mais nous avons tenu compte des objections faites par un certain nombre de partenaires qui n'auraient pas pu adopter une Charte qu'ils étaient prêts à adopter si elle devait avoir une force contraignante, et donc nous en avons tenu compte.

QUESTION - Quel est votre intérêt personnel à simplifier cette grosse machine de l'Union européenne, surtout à destination des jeunes, que je comprenne mieux ce qu'est l'Union européenne et son utilité ?

LE PRESIDENT - C'est une question que se posent beaucoup d'Européens et en particulier les jeunes et c'est une question qui commence à recevoir une réponse depuis quelques années. Puisque nous voyons petit à petit l'Union européenne non seulement se préoccuper des problèmes techniques, je dirai technocratiques, au bon sens du terme, mais aussi des problèmes humains. On a commencé par l'Europe sociale, qui était tout à fait absente de nos préoccupations il y a encore quelques années et qui aujourd'hui est au centre. Ensuite, on a intégré toutes les exigences en matière de sécurité, d'environnement, d'innovation. Et, petit à petit, on s'est mis à parler de transport de pétrole et de protection des sites par voie marine. On s'est mis à parler, hélas, de la vache folle, des problèmes que pose le réchauffement climatique, comme nous allons le faire ce soir et demain, etc. Donc, on est devenus plus humains, plus proches des préoccupations des gens.

Et puis il y avait les jeunes, naturellement. Et il est évident qu'il y a, chez les jeunes, une grande ouverture aux autres qui suppose qu'on leur donne les moyens de circuler, de s'instruire, de se former, de travailler, un peu partout, au gré de leurs inspirations et de leurs goûts, de leur intérêt. Et cela, c'est ce qu'on faisait déjà au Moyen-Age. Et puis cela s'était arrêté. Et c'est ce que nous essayons de recommencer, la présidence française en a fait l'une de ses priorités. Les ministres de l'Education Nationale ont arrêté toute une série de mesures qui vont dans le très bon sens. Pour augmenter les bourses, pour essayer d'harmoniser les cursus, pour faire en sorte qu'il soit plus facile pour un jeune de s'inscrire dans une université, pour un certain temps, puis dans une université d'un autre pays, etc.

Et, enfin, nous voudrions essayer de favoriser le trilinguisme en Europe, de façon à faciliter les contacts intellectuels. Nous pensons qu'il faudrait que chaque enfant, le plus vite possible, comme cela existe dans certains pays européens, comme le Luxembourg, la Belgique ou d'autres, il faudrait que chaque enfant soit en mesure de maîtriser très vite trois langues : la sienne, plus deux autres langues européennes. Alors il y aurait un vrai progrès dans la communication. Mais sur ce point qui est important, et puisque c'est la dernière question et que nous allons conclure, peut-être que le Président PRODI voudrait dire un mot et sans aucun doute le Premier ministre aussi.

M. ROMANO PRODI - Je peux simplement dire une seule chose. En effet, malgré les grands efforts que nous avons investis, il n'y a que 5 % des étudiants dans les universités européennes, dans les universités de l'Union européenne, qui étudient à l'étranger, dans des pays de l'Union européenne. C'est un chiffre évident et un progrès par rapport au passé où les étudiants ne sortaient pas de leur pays. Mais c'est un chiffre encore par trop faible pour être à même de nouer cette communication culturelle dont a parlé le Président précédemment.

Et demain, nous toucherons un programme et certains aspects ressortant du sommet de Lisbonne. Il s'agit d'un programme qui concerne la mobilité des étudiants et des enseignants en Europe. D'ailleurs c'est quelque chose que la délégation française avait appelé de ses vœux ainsi que la Commission, à Lisbonne, pour pouvoir faire ce bond en avant culturel. Donc, apprentissage des langues mais également veiller à ce qu'il y ait mobilité des chercheurs, des étudiants, des enseignants. Alors, si ce que nous voulons, c'est nous lancer dans un discours de la primauté culturelle de l'Europe, de sa variété culturelle, nous l'avons déjà fait, je le répète, sur une base informelle. Mais il faudrait veiller à pouvoir dégager des centres d'excellence en Europe pour que les meilleurs étudiants du monde puissent venir, ou retournent, étudier en Europe.

LE PREMIER MINISTRE - (en italien) Je suis d'accord avec Monsieur le Président de la République française ainsi qu'avec Monsieur le Président de la Commission. Trois langues.

LE PRESIDENT - Bien, merci.